

# L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*



**PSA Poissy**

Lundi 24 avril 2017

## À notre tour !

**Pas vraiment de surprise. Ceux qui ont profité du discrédit de la gauche et de la droite lors de ce premier tour des présidentielles, sont ceux que les sondages avaient prévus. Lors de ce deuxième tour de cirque électoral, on aura donc droit... à un non choix : Le Pen ou Macron.**

Côté Marine Le Pen, qui voudrait faire croire qu'elle serait proche du peuple, son parti bien bourgeois traîne autant de casseroles que les autres. Et rappelons nous que le FN voulait l'an dernier durcir encore la loi Travail. Son seul programme est d'attiser la haine contre les populations immigrées et d'origine immigrée, donc de diviser les travailleurs entre eux, et de nous promettre un avenir quadrillé de flics, de prisons et de barbelés.

Alors, pour rejeter ces idées-là, bien des électeurs de gauche, bien des travailleurs se diront peut-être qu'il leur faut au second tour voter, la mort dans l'âme, pour l'ex-banquier Emmanuel Macron.

Mais il n'a pas besoin de nos voix : il a déjà celles de tous les grands partis de gauche et de droite. Et il a le soutien du grand patronat. À quoi bon lui apporter en plus, en votant pour lui, notre caution à la politique d'austérité qu'il entend mener ? Pour notre part nous ne le ferons pas.

### **Leurs connivences**

Quant à faire croire qu'Emmanuel Macron serait un rempart contre Le Pen, de qui se moque-t-on ? C'est la politique au service de la grande bourgeoisie que nous ont fait subir les gouvernements sous Hollande, dont Macron a été conseiller, puis ministre, qui est la cause de la montée du FN et de ses idées nauséabondes.

Et si ce rejeton des banques a été soutenu dès le premier tour par toute la clique gouvernementale, de Valls, à Le Drian, en passant par El Khomri et le Foll, s'il a eu le soutien de l'ex-patronne du MEDEF Laurence Parisot, c'est qu'il se promet d'aggraver encore l'austérité et les inégalités, après nous avoir fait déjà passer sa loi dite « Macron » qui préfigurerait cette loi « El Khomri », qui a soulevé notre colère du printemps dernier.

C'est pour la même raison que la droite, faute d'avoir pu placer son Fillon, se range derrière lui au second tour.

### **Dans les urnes, hors les urnes**

Les scores électoraux des deux candidats de l'extrême-gauche, Philippe Poutou et Nathalie Arthaud ont été minimales : 1,1 % et 0,7 % (plus de 600 000 voix quand même). Mais le score dans les urnes est loin de refléter l'écho réel qu'ont recueilli les idées des candidats révolutionnaires dans le camp des travailleurs. Il fallait entendre les encouragements dans les entreprises, sur les marchés, à la sortie des bus et métros, au lendemain du débat où Philippe Poutou a envoyé dans les cordes Fillon et Le Pen. Bien sûr, les mêmes qui disent que nous avons raison, ont souvent préféré « voter utile » comme on dit. Un vote toujours illusoire : même en cas de succès électoral, on ne change jamais « le système » en se contentant de porter à sa tête un beau parleur qui s'empressera d'y renier ses promesses. De Mitterrand à Hollande, ou Tsipras en Grèce, c'est toujours la même histoire.

La réalité sociale est très loin du théâtre d'ombres électoral. On vient de le voir en Guyane : ce n'est pas un an de show électoral qui a permis à la population guyanaise d'arracher un ou deux milliards à l'État pour des budgets sociaux et éducatifs indispensables, mais une grève générale. Il en sera de même ici.

Macron nous prépare déjà ses nouvelles attaques : la suppression annoncée de 150 000 postes de fonctionnaires, la « libération du travail », comme il dit, c'est-à-dire les heures supplémentaires, les « accords » de baisse des salaires, la suppression pour les patrons les contraintes (déjà maigres) du code du travail, etc.

À nous de préparer dès aujourd'hui notre riposte, notre tour à nous, celui des luttes sociales.

**Le camp des travailleurs pèse peu dans le jeu truqué des urnes, où on ne nous demande que de choisir entre deux maux. Mais la combativité et la solidarité ouvrières, seule, peut changer le rapport des forces.**

**On n'est pas dupe**

Après la remontée de bretelles, les moniteurs ont désormais à remplir tous les jours une feuille avec une trentaine de cases. L'une s'intitule « écarts sur irritant social ». Comprenne qui pourra. Mais sur le fond, ça pourrait servir à la direction à établir la liste de tous ceux qu'elle voudra mettre dehors.

Le seul « irritant social », ce sont les patrons de PSA : notre colère il ne faudra manquer aucune occasion de la montrer.

**À PSA, la mesquinerie n'a pas de limites**

La RF de QCP, B2, BTU a refusé l'obtention de véhicules demandés par des salariés pour le week-end. Prétexa : ils auraient fait des erreurs en contrôle-qualité, donc punis, privés de véhicules ! Avec la masse de travail effectué, c'est parfaitement injuste.

Elle c'est sûr, vu le peu de travail qu'elle fait, elle ne risque pas de faire d'erreurs.

**Digne produit de PSA et de sa hiérarchie**

Mercredi matin une panne s'est déclarée sur la ligne Laque, B2, BTU : une armoire électrique a disjoncté. Le RG a fait dérouter les véhicules dans l'allée. Il a obligé les retoucheurs (surtout des intérimaires) à travailler, au mépris de leur sécurité. Le lendemain, alors que ceux de GM&S manifestaient dehors, le RG était de ceux qui devaient aller chercher les pièces des camions à l'extérieur.

Encore un qui est plus intéressé à faire du cinéma et à faire les gros bras que son travail.

**État et patrons, copains comme cochons**

Mercredi dernier 160 travailleurs de GM&S (sous-traitant de PSA) ont défilé sur les Champs Élysées et devant les showrooms de PSA et Renault. Ensuite ils sont venus bloquer l'accès des camions au site de PSA Poissy l'après-midi jusqu'au lendemain. Ils manifestent toujours contre la fermeture de leur entreprise dans la Creuse (283 emplois menacés).

Les flics les ont gazés sur les Champs Élysées et PSA a mobilisé ses cadres et de vigiles extérieurs pour faire les malabars et permettre le passage des camions. L'État et les patrons toujours main dans la main pour lutter contre les travailleurs.

**Ça se creuse entre les GM&S et les patrons de PSA**

Lors du blocage de mercredi, PSA a fait venir par hélicoptère des calculateurs sur l'usine. Plusieurs jours avant, elle avait prévu le stock de pièces en cas de nouveau blocage. La direction se creuse les méninges pour s'assurer le maintien de la production et le développement du chômage dans la Creuse.

**Pas besoin de prétextes pour imposer des H+**

Avant même le blocage de GM&S, la direction avait mis en place le numéro vert et, pour rattraper des pannes (jusqu'à -185 véhicules par jour), elle prévoyait des rallongements d'horaires et le samedi 29

avril travaillé pour l'équipe 22. Depuis le début de l'année, nous faisons souvent 2 samedis par mois (et même un jour férié le 25 mai), c'est de pire en pire.

**Imposons l'emploi... y compris du temps**

La direction veut faire travailler l'équipe 22 le samedi 29 avril, ça fiche en l'air le week-end de 3 jours. Déjà pour la 22, il y avait le week-end de 4 jours du 25 mai (celui de l'ascension) qui était bousillé avec les jeudi, vendredi et samedi travaillés.

Si on veut se faire respecter il va falloir leur imposer notre emploi du temps.

**Renault Flins : les intérimaires se mobilisent**

Suite à des rassemblements et pétitions, Renault et les agences d'intérim ont modifié une cinquantaine de contrats. Des intérimaires au coefficient 170 ont gagné et ont vu leur coefficient passer à 180, cela leur fait environ 100 € d'augmentation mensuelle. Cette première victoire est un encouragement pour augmenter les centaines d'autres intérimaires de Renault Flins et... d'autres sites comme PSA Poissy.

**Insécurité pour tous les travailleurs**

À l'usine de Renault Flins, le 10 avril, un chauffeur routier lituanien est décédé. Le plateau supérieur de son camion l'aurait écrasé lors d'un chargement de voitures pour une entreprise sous-traitante de Renault.

D'après le journal *Le Parisien*, le travailleur n'avait pas d'équipement de sécurité. Les grands constructeurs donneurs d'ordre comme Renault ou PSA mettent la pression sur leurs salariés ou ceux de la sous-traitance et créent l'insécurité au travail. Conséquences : maladies, accidents, ou la mort.

**L'État, un actionnaire comme les autres**

L'État qui avait investi 7,5 milliards d'euros dans le groupe PSA en 2013, a revendu ses parts à un autre organisme public (BPI), réalisant 1,12 milliards de plus-value. Si le groupe va si bien depuis 2013 c'est sur notre dos, mais la plus-value ne va qu'à l'actionnaire. L'État garantit et confirme la règle.

**Un 1<sup>er</sup> Mai contre Le Pen, Macron et leur politique**

Le 1<sup>er</sup> Mai, c'est la journée internationale de lutte des travailleurs. Alors que Marine Le Pen mène campagne pour servir le patronat en divisant les travailleurs et en cultivant les préjugés xénophobes, alors qu'Emmanuel Macron, prépare déjà les futures attaques contre les conditions de travail, les salaires, les retraites et les services publics, ce 1<sup>er</sup> Mai est une première occasion de montrer que nous ne nous laisserons pas faire, qui que soit l' élu au second tour.

Ce sera l'occasion de faire dès aujourd'hui entendre nos revendications. Pour s'opposer au patronat et aux politiques d'austérité qu'on nous prépare, c'est dans les luttes, dans la rue et les entreprises, que nous pourrons construire notre force, celle des travailleurs.

**Manifestation départ République, à 14h30**